L'économie dans la Seconde Guerre mondiale
Le tournant du Siècle

La guerre succédant à la crise des années 1930 ruine les fondements du capitalisme mondial de la première moitié du XX^{ème} siècle. A travers le progrès technique qu'elle suscite, la guerre annonce et amorce la croissance des Trente Glorieuses. La reconstruction entreprise sous l'égide des États-Unis met en avant deux enjeux supplémentaires: empêcher le retour des désordres de l'entre-deux-guerres et contenir l'expansion du communisme.

I. Une guerre économique totale

I.1. La mobilisation économique est inégalement préparée par les belligérants.

- **Les dictatures se sont engagées dès le début des années 1930 dans une militarisation de leurs économies.**

C'est particulièrement vrai en **Allemagne** où le remplacement de Schacht par Göring en octobre 1936 débouche sur la mise en place du plan de Quatre ans. Le contexte géo-économique imposant l'autarcie, un ensemble d'industries de substitution (*ersatz*) a été créé : pétrole de synthèse, fibres artificielles (celles-ci passent de 5 % à 33 % du marché textile entre 1933 et 1938). En parallèle, une industrie de l'armement est reconstituée (elle avait été démantelée à la suite du traité de Versailles en 1919). En 1939, l'Allemagne reste la seconde puissance industrielle du monde, avec un taux de croissance supérieur à 5 %, le chômage est résorbé (1938 : 200 000 chômeurs). L'autosuffisance alimentaire en céréales, produits laitiers et sucre est atteinte mais le niveau de vie stagne conséquence des choix politiques (" il faut choisir le beurre ou les canons " Göring en 1936).
Au **Japon** l'armée resserre progressivement son emprise sur l'économie, créant ou suscitant de nouveaux groupes industriels concurrents des anciens *zaibatsu* que la mise en valeur des territoires conquis en Mandchourie puis en Chine n'intéressait pas. Parmi ces nouveaux groupes on trouve *Nihon Ssangyo* (Nissan). L'armée japonaise compte cependant sur une rapide conquête de l'Asie du Sud-Est pour combler les déficits en pétrole et caoutchouc notamment.
Cependant, en Allemagne comme au Japon, l'efficacité de l'économie de guerre est entravée par les rivalités politiques entre les clans et les différents États-Majors. La production continue toutefois de progresser jusqu'en octobre-novembre 1944, malgré les bombardements et la perte des conquêtes et de leurs ressources.

- **Ayant tiré parti des leçons de la première guerre mondiale, les démocraties sont moins surprises en 1940 qu'en 1914.**

Comme en 1914-1918, il faut simplifier la chaîne de décision et coordonner l'action des autorités militaires avec les pouvoirs civils. Malgré les décrets-lois de 1938, la **France**

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.

Extrait gratuit de document, le document original comporte 4 pages.

Histégé

Fiche de connaissances

L'économie dans la Seconde Guerre mondiale

improvise et dans la débâcle le gouvernement ne pourra trouver les ressorts dont il aurait eu besoin.
En **Angleterre**, *l'Emergency Powers Act* du 24 août 1939, donne au gouvernement le droit de légiférer par ordonnances, situation exceptionnelle dans ce pays : l'état de guerre suspend la séparation des pouvoirs. De nouveaux ministères dédiés à la guerre (ravitaillement, production…) sont créés ainsi que des organismes techniques chargés de gérer les " ressources rares "
Aux **États-Unis**, le renforcement du pouvoir exécutif au détriment du législatif se poursuit, les très nombreux conflits de compétences aboutissent à la Maison Blanche qui impose ainsi son autorité. Le lancement en décembre 1940 (un an avant Pearl Harbor) du *Victory Program* permet de préparer la mobilisation et surtout de mettre en évidence les problèmes d'organisation et les conflits de pouvoir. La clarification se fait dans les semaines qui suivent l'attaque du 7 décembre 1941 : en janvier 1942 est créé le *War Production Board* (devenu *l'Office of War Mobilization* en 1943 puis l'Office de la démobilisation et de la reconversion en octobre 1944).

I.2. L'État s'impose comme le grand ordonnateur de l'économie.

- **Par-delà le précédent de la Première Guerre mondiale il faut souligner la continuité de l'action de l'État.**

On est passé sans rupture des politiques de relance des années 1930 au réarmement puis à la conduite de la guerre. Dans bien des cas, les réflexions des années 1930 sur la réforme de l'État et les nouvelles fonctions qu'il doit assumer, sont mises en œuvre durant la guerre, c'est le cas dans la France de Vichy, c'est aussi l'une des tâches du Conseil National de la Résistance (CNR) dont le programme préfigure les réformes de la Libération.
Les **démocraties anglo-saxonnes** préparent le retour à la paix dès le début de 1942 (Charte de l'Atlantique en février), les accords de Bretton Woods (juillet-Août 1944) en sont l'un des premiers résultats. Sur le plan national, la Grande-Bretagne s'inspire du **rapport Beveridge**, (1942) ; aux États-Unis, l'Office de la démobilisation et de la reconversion fait bénéficier les anciens combattants du *G.I.'s Bill of Rights.* Il leur accorde des prêts, des allocations d'études, de grandes facilités, notamment en matière de logement. Si ces mesures n'éliminent pas totalement les soubresauts d'après-guerre, elles n'en écartent pas moins de profondes perturbations, comparables à celles des années 1919-1921.
Les vaincus mis à part, la **reconstruction** commence avant même la fin des opérations militaires. Le vocabulaire (Maurice Thorez parle de la *Bataille de la production*) comme les méthodes sont celles de l'économie de guerre. On passe en suite progressivement à une économie de paix, le **complexe militaro-industriel** c'est-à-dire l'interaction étroite entre l'administration, les armées et la grande industrie de pointe n'en demeure pas moins un des piliers de l'économie aux États-Unis, en France et en Grande-Bretagne, jusqu'à aujourd'hui.

- **Le rôle des autorités englobe l'orientation de la production (allocation des ressources et de la main d'œuvre) ainsi que le rationnement de la consommation des ménages.**

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.